

La région

La forêt sous surveillance satellitaire

LANDES DE GASCOGNE Préserver le massif des ravages des tempêtes apparaît utopique. En revanche, devancer la propagation des maladies est devenu réalité. Grâce au ciel...

VALÉRIE DEYMES
v.deymes@sudouest.fr

Le 23 janvier 2009, la tempête Klaus déverse sa colère, balayant tout sur son paysage et faisant six morts en Aquitaine. Le lendemain, le massif des Landes de Gascogne déplore 42 millions de mètres cubes de bois tombés au sol, comme des crayons cassés. L'ensemble de la filière se mobilise alors pour ramasser, stocker et commercialiser ce bois. Une opération qui va nécessiter plusieurs années.

Mais, en attendant, le bois déraciné perd ses défenses naturelles pour devenir la proie de parasites, et notamment des scolytes, qui prennent un plaisir certain à creuser leurs galeries entre l'écorce et le tronc des pins maritimes. Ils donnent naissance à de nouveaux petits scolytes prêts à coloniser les arbres voisins. « Ce sont alors 40 000 hectares de bois perdus sur les 230 000 tombés. C'est une seconde crise dans la crise... », lâche le secrétaire général du Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest, Éric Dumontet.

Le syndicat décide alors de réagir en créant la Caisse Phyto Forêt, une as-

sociation à laquelle vont adhérer plusieurs acteurs de la filière - à l'exception de l'industrie - tels que la DFCI (Défense des forêts contre l'incendie), le CRPF (Centre régional de propriété forestière), Alliance Forêts Bois ou encore l'ONF (Office national des forêts).

Enjeu de cette caisse : lancer des actions collectives autour du risque phytosanitaire. Cela commence, en 2015, par de la télésurveillance et une détection de la mortalité en forêts de pins maritimes. Et ce, pour une durée de trois ans, à titre expérimental. « La surveillance démarre au niveau global, sur le million d'hectares de forêt des Landes de Gascogne, grâce à la photographie satellitaire. Nous achetons deux photos vues du ciel par an : entre la fin de l'hiver et le début du printemps, au moment de la repousse, et au début de l'automne, soit fin septembre ou début octobre », explique Éric Dumontet.

« On sait maintenant que l'outil a du sens » (Éric Dumontet)

Une fois l'image livrée, les techniciens du pôle santé des forêts de la

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la Forêt (Draaf) entrent en action. Il s'agit de détecter une décoloration foliaire des aiguilles du pin maritime et d'identifier une éventuelle mortalité.

« Ils vont traiter l'image par algorithmes et vont permettre de localiser les foyers, de désigner les parcelles concernées, tout en nous indiquant le bon moment pour intervenir. Nous communiquons ces données à nos correspondants de terrain, qui vont aller sur place afin d'évaluer l'étendue du mal. Car une décoloration peut être la conséquence d'une maladie ou d'un parasite mais également le fait d'un petit stress hydrique passager. »

ULM contre nématode

Si mal il y a, il va falloir soigner. « On s'engage dans la lutte contre la maladie ou le parasite tout en lançant le deuxième niveau de surveillance par ULM ou par vol d'avion de tourisme au-dessus la zone infectée. Des photographies vont être prises afin de voir si le mal se propage », poursuit le secrétaire général du Syndicat des sylviculteurs.

Une méthode nécessaire dans la



lutte contre le nématode, ce petit ver hautement destructeur capable de tuer un pin en seulement quelques jours. « Nous pouvons suivre la propagation à l'arbre près. D'autant que la mortalité peut faire des sauts de 400 mètres. Et un rayon de 500 mètres autour d'un arbre, ça représente 76 hectares... »

La période d'expérimentation de la télésurveillance phytosanitaire du massif des Landes de Gascogne arrive à son terme. « Sur les trois ans (2015-2017), nous avons mobilisé 400 000 euros dans ce dispositif, dont la moitié en autofinancement. On sait maintenant que l'outil a du sens, et la nécessité de le pérenniser est évidente. Aujourd'hui, il nous faut aller plus loin. La vision par le ciel, c'est bien mais il faut qu'elle soit relayée sur l'ensemble du terrain par les propriétaires forestiers, les entre-

prises de travaux forestiers, la DFCI, la coopérative. »

Alerte via une application

Ce réseau peut être mobilisé via une application pour téléphone et notamment par celle qu'a développé le groupement d'intérêt public de la DFCI, qui s'appuie sur une cartographie précise du massif.

« Dès qu'un acteur du massif remarque quelque chose d'inhabituel, il le photographie et la mortalité est immédiatement géolocalisée. Le croisement d'informations en temps réel nous ouvre un champ de possibilités d'action important. Ce qui permettrait peut-être, à terme, de déterminer le nombre d'hectares sauvés par ce dispositif », conclut Éric Dumontet. Il table sur une mise en route de l'application dès le début de 2018.



Les pins des Landes, une ressource à sauvegarder. PH. D. LE DEODIC/« SO »



Éric Dumontet et Pierre Macé, directeur de la défense des forêts contre l'incendie, à la Maison de la forêt. PHOTO STÉPHANE LARTIGUE